

## La Jordanie et le Maroc prêtent main forte au Club des monarchies du Golfe

par Yahia Gouasmi\*

Le Conseil de coopération du Golfe souhaite abandonner sa définition géographique pour adopter une définition politique. Il rassemblerait alors toutes les monarchies du Proche-Orient et conduirait la contre-révolution.

15 MAI 2011

Paris (France)

● CCG



Les dirigeants du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), réunis mardi 10 mai en sommet à Riyad (Arabie saoudite), se sont déclarés favorables à une adhésion de la Jordanie et du Maroc à leur groupement régional. Le CCG réunit pour le moment l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar.

« Les pays du Golfe ressentent le besoin d'avoir leur propre réseau pour protéger leurs intérêts et leur sécurité, ne pouvant plus compter sur leurs alliés traditionnels occidentaux [depuis les révoltes dans le monde arabe] », a déclaré Mohamad Masri, chercheur au Centre d'Etudes Stratégiques de l'Université jordanienne, mercredi 11 mai à l'AFP. Dans ce contexte, « l'adhésion des monarchies restantes, la Jordanie et le Maroc, a pour but de renforcer ce réseau, en contrepartie d'avantages économiques pour ces deux pays », a-t-il ajouté.

Samer Tawil, un ex-ministre jordanien, a pour sa part déclaré que « le sentiment des dirigeants arabes est qu'ils ne peuvent plus compter sur les Etats-Unis pour les protéger, et qu'ils doivent se réorganiser dans le but de se protéger ». « La Jordanie joue un rôle sécuritaire important, notamment dans la protection de sa frontière avec l'Arabie saoudite. En outre, son adhésion au Conseil de Coopération du Golfe signifie qu'elle peut intervenir militairement pour protéger un des pays membres qui demanderait de l'aide », a ajouté M. Tawil. Par ailleurs, le roi Abdallah II de Jordanie a salué le soutien des pays du CCG à la demande d'adhésion de son pays. Selon l'analyste Daoud Kuttab, « ces deux pays [Maroc et Jordanie] vont en bénéficier économiquement, mais auront nécessairement des concessions politiques à faire ».

Le ministre jordanien de l'Information, Taher Adwan, a aussi affirmé à l'AFP que « le Conseil de Coopération du Golfe prône une coopération économique, qui ne peut qu'être bénéfique pour la Jordanie. La Jordanie fait face à un problème de chômage, à une lourde facture de pétrole et de gaz, ainsi cette adhésion apporte une lueur d'espoir ». Il existe des « liens solides traditionnels entre la Jordanie et les pays du Golfe. Le déficit budgétaire [de la Jordanie] pourrait dépasser les quatre milliards de dollars, une situation explosive pour un pays qui a été témoin de protestations en vue de réformes économiques et politiques »,

a indiqué un ancien haut responsable jordanien ayant requis l'anonymat. « *La priorité doit être donnée à l'économie pour tenter de contrôler la grogne sociale* », a-t-il estimé.

Le Maroc a pour sa part accueilli avec « *grand intérêt* » l'invitation d'adhésion au Conseil de Coopération du Golfe, mais a toutefois réitéré son « *attachement naturel et irréversible* » à la construction de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)...

voltaire sharethis



### Yahia Gouasmi

Président du Centre Zahra et du Parti Anti Sioniste.

Les articles de cet auteur

CCG

#### **36 Hôtels à Dubai**

Hôtels de 1 à 5 étoiles: Comparez Les Hôtels de Dubai et Réservez!  
Venere.com/Hotels Dubai

Annonces Google